

AVENANT
RELATIF A LA REVISION DE L'ARTICLE 25.2 DE LA CONVENTION
COLLECTIVE DES COMMERCE ET SERVICES DE L'AUDIOVISUEL,
DE L'ELECTRONIQUE ET DE L'EQUIPEMENT MENAGER

Afin de tenir compte des aléas du calendrier qui peut faire coïncider un jour férié avec un dimanche et afin de permettre à chaque salarié de bénéficier de ses droits conventionnels à jours fériés, les parties signataires au présent avenant ont tenu à réviser l'article 25-2 de la Convention collective tel qu'il suit :

Article 1 — Révision de l'article 25-2

Le 3^{ème} alinéa de l'article 25-2 « autres jours fériés » de la convention collective des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager, est abrogé et remplacé par le paragraphe suivant :

« Lorsque l'un de ces jours fériés chômés coïncide avec le jour habituel de repos du salarié, y compris le repos dominical, il est attribué au salarié un jour de repos en compensation rémunéré comme un jour férié chômé. »

Article 2 — Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de l'objet du présent avenant, il ne comporte pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 3 — Application, révision, dénonciation

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il prendra effet au 1^{er} janvier 2021.

Il sera déposé au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris et auprès de la Direction des relations du Travail conformément aux dispositions des articles D.2231-2 et suivants du Code du Travail.

L'extension du présent avenant sera demandée conformément aux dispositions des articles L.2261-16 et L.2261-24 du Code du travail.

Le présent avenant faisant partie intégrante de la convention collective des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager, les règles de révision ou de dénonciation qui lui sont applicables sont celles des articles 2 et 3 de ladite convention collective.

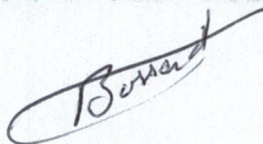
Fait à Paris, le 10 décembre 2020

MD Re JLS
GPh.

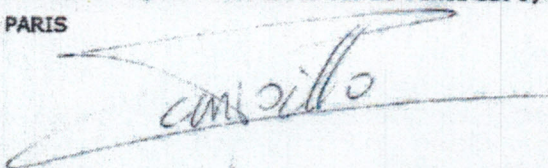
SIGNATURES :

- **La Fédération du Commerce et Services de l'Electrodomestique et du Multimédia (FENACEREM)** 133, rue de la Roquette - 75011 PARIS

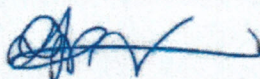
- **La Fédération Nationale des Professionnels Indépendants de l'Electricité et de l'Electronique (FEDELEC)** 1, Place Uranie - 97345 JOINVILLE LE PONT CEDEX



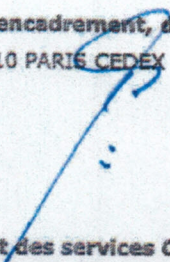
- **Pour la Fédération Commerces, Services et Forces de Vente CSFV/CFTC** 34, Quai de la Loire - 75019 PARIS



- **Pour la Fédération des Services C.F.D.T.** Tour Essor - 14, rue Scandicci - 93508 PANTIN CEDEX



- **Pour la Fédération Nationale de l'encadrement, du Commerce et des Services C.F.E.-C.G.C.** 9, rue de Rocroy - 75010 PARIS CEDEX



- **Pour la Fédération du Commerce et des services CGT** 263, Rue de Paris - Case n° 425 - 93514 MONTREUIL CEDEX

- **Pour la Fédération des employés et cadres - FEC-FO** 54, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

**CONVENTION COLLECTIVE DES COMMERCES ET SERVICES DE
L'AUDIOVISUEL, DE L'ELECTRONIQUE ET DE L'EQUIPEMENT MENAGER
Iccc 1686**

**AVIS D'INTERPRETATION
N°02-2020**

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation telle que prévue par l'article 4-2 d. de la convention collective nationale des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électroménager et de l'équipement ménager a été saisie par une organisation syndicale de salariés représentative par lettre en date du 2/10/2020 à l'effet que la commission se prononce sur l'interprétation de l'article 25-2 de la convention collective et plus particulièrement du 3ème paragraphe de cet article qui stipule :

« Lorsque le jour férié coïncide avec le jour habituel de repos du salarié, hors repos dominical, il est attribué 1 jour de repos supplémentaire rémunéré comme 1 jour férié chômé ».

L'organisation syndicale à l'origine de la demande d'interprétation soutenait qu'en faisant coïncider avec un dimanche l'un des 7 jours fériés chômés et payés prévus à ce même article, cela réduirait d'autant le nombre de jours accordés à chaque salarié, ceci en contradiction avec le texte. Les autres organisations syndicales de salariés soutenaient également cette interprétation.

Les organisations patronales considéraient, à l'inverse, que la partie de phrase « hors repos dominical » permettait justement de faire coïncider un jour férié avec un dimanche sans qu'une compensation ne soit nécessaire.

Après échanges entre les participants sur l'interprétation du texte, aucun accord n'ayant pu être trouvé il a donc été établi le présent procès-verbal de désaccord, chacune des parties étant restée sur son interprétation.

Fait à Paris,
le 10 décembre 2020

kp R L JLB
Gph.

Pour les Organisations Patronales :

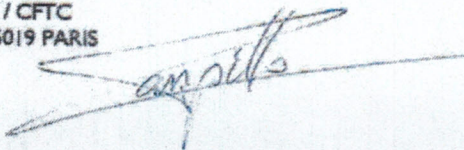
LA FEDERATION DU COMMERCE ET SERVICES DE L'ELECTRODOMESTIQUE ET DU
MULTIMEDIA (FENACEREM)
133 rue de la Roquette – 75011 PARIS

LA FEDERATION NATIONALE DES PROFESSIONNELS INDEPENDANTS DE L'ELECTRICITE ET
DE L'ELECTRONIQUE (FEDELEC)
1, Place d'Uranie – 97345 JOINVILLE LE PONT Cedex



Pour les Organisations Salariales :

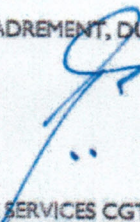
LA FEDERATION CSFV / CFTC
34, Quai de la Loire – 75019 PARIS



LA FEDERATION DES SERVICES C.F.D.T.
Tour Essor – 14, rue Scandicci – 93508 PANTIN CEDEX



LA FEDERATION NATIONALE DE L'ENCADREMENT, DU COMMERCE ET DES SERVICES
CFE – CGC
9, rue de Rocroy – 75010 PARIS CEDEX



LA FEDERATION DU COMMERCE ET DES SERVICES CGT
263, rue de Paris – Case n° 425 6 93514 MONTREUIL CEDEX

LA FEDERATION DES EMPLOYES ET CADRES FEC-FO
54, rue d'Hauteville – 75010 PARIS

**CONVENTION COLLECTIVE DES COMMERCE ET SERVICES DE
L'AUDIOVISUEL, DE L'ELECTRONIQUE ET DE L'EQUIPEMENT MENAGER
IDCC 1686**

**AVIS D'INTERPRETATION
N°01-2020**

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation telle que prévue par l'article 4-2 d. de la convention collective nationale des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électroménager et de l'équipement ménager a été saisie par une organisation syndicale de salariés représentative par lettre en date du 2/10/2020 à l'effet que la commission se prononce sur l'interprétation de l'article 27-1 de la convention collective relatif aux congés pour événements familiaux.

-Plus, particulièrement, dans le cadre de cet article il était demandé s'agissant de l'autorisation d'absence complémentaire d'un jour en cas de décès listés à l'article 27-1-a) nécessitant un déplacement de plus de 300 kilomètres du domicile du salarié, si cette autorisation d'absence devait être rémunérée ou pas.

Après présentation des arguments par l'organisation syndicale à l'origine de la saisine pour justifier du paiement de cette autorisation d'absence complémentaire, les membres de la commission ont émis, à l'unanimité, l'avis suivant :

-L'absence complémentaire en cas de décès listés à l'article 27-1-a) nécessitant un déplacement de plus de 300 kilomètres du domicile des salariés, doit être interprétée comme une absence devant être rémunérée.

Conformément aux dispositions de l'article 4-2.d. précité, le présent avis d'interprétation fera l'objet de la publicité légale et sera annexé à la convention collective.

Fait à Paris
Le 10 décembre 2020

CCN 1686 - Avis Interprétation n°01-2020

MD RC JLB
1/2 GPH.

Pour les Organisations Patronales :

LA FEDERATION DU COMMERCE ET SERVICES DE L'ELECTRODOMESTIQUE ET DU
MULTIMEDIA (FENACEREM)
133 rue de la Roquette – 75011 PARIS

LA FEDERATION NATIONALE DES PROFESSIONNELS INDEPENDANTS DE L'ELECTRICITE ET
DE L'ELECTRONIQUE (FEDELEC)
1, Place d'Uranie – 97345 JOINVILLE LE PONT Cedex

Bureau

Pour les Organisations Salariales :

LA FEDERATION CSFV / CFTC
34, Quai de la Loire – 75019 PARIS

com pille

LA FEDERATION DES SERVICES C.F.D.T.
Tour Essor – 14, rue Scandicci – 93508 PANTIN CEDEX

deux

LA FEDERATION NATIONALE DE L'ENCADREMENT, DU COMMERCE ET DES SERVICES
CFE – CGC
9, rue de Rocroy – 75010 PARIS CEDEX

S

LA FEDERATION DU COMMERCE ET DES SERVICES CGT
263, rue de Paris – Case n° 425 6 93514 MONTREUIL CEDEX

LA FEDERATION DES EMPLOYES ET CADRES FEC-FO
54, rue d'Hauteville – 75010 PARIS